INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 26 janvier 2022**

* Le « lundi noir » pourrait n'être bientôt que de l’histoire ancienne pour les Bourses européennes, ces dernières ayant nettement amplifié leur rebond ce mercredi. Au son de la cloche, le CAC 40 a ainsi gagné 2,11% à 6 981,96 points et l'Euro Stoxx 50, +2,15% à 4 166,03 points. A Wall Street, l’heure est également au rebond : le Dow Jones et le Nasdaq Composite avancent respectivement de 1,04% et 2,28%, en fin d’après-midi.
* Sur les places européennes, rien n'est venu entravé cette belle dynamique. Pourtant, la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine approche à grand pas (à 20h) et se traduit d'ordinaire par des indices volatiles et une frilosité manifeste des investisseurs. Les analystes anticipent d'ailleurs qu'une hausse des taux sera annoncée pour mars. Des précisions sont également attendues sur les prochaines hausses des taux et la réduction de la taille du bilan.
* En parallèle, les tensions entre la Russie et l'Occident sur le dossier ukrainien ont également été reléguées en arrière-plan aujourd'hui, même si Washington s'attend à un possible usage de la force militaire par Moscou d'ici la mi-février.
* Côté statistiques, les ventes de logements neufs aux Etats-Unis ont surpris favorablement. Elles ont atteint 811 000 en décembre 2021, après 725 000 en novembre et contre un consensus Briefing.com de 765 000.
* A quelques heures de la décision de politique monétaire de la Fed, sa consœur canadienne a annoncé qu’elle maintenait le taux cible du financement à un jour à sa valeur plancher de 0,25%. Un tel statu quo était anticipé. Le taux officiel d’escompte demeure à 0,5 %, et le taux de rémunération des dépôts, à 0,25 %. Maintenant que les capacités excédentaires de l’économie dans son ensemble se sont résorbées, la Banque cesse de fournir des indications prospectives exceptionnelles concernant le taux directeur.

La Banque prévoit de garder son portefeuille d'obligations du gouvernement du Canada assez stable au moins jusqu'à ce qu'elle commence à relever le taux directeur. À ce moment-là, le Conseil de direction évaluera la possibilité de clore la phase de réinvestissement et de réduire la taille du bilan de la Banque en ne remplaçant pas les obligations du gouvernement du Canada qui arrivent à échéance.

Elle anticipe une baisse à un rythme raisonnablement rapide de l'inflation pour atteindre environ 3 % d'ici la fin de l'année, puis se rapprocher graduellement de la cible pendant le reste de la période de projection. La Banque du Canada observe par ailleurs que les attentes à long terme concernant l'inflation demeurent ancrées à la cible de 2 %.

Sur le marché des change, la devise canadienne grappille 0,04% à 0,7921 dollar américain.

* Le cours du baril de WTI américain gagne 2,4% à 87,76 dollars malgré la hausse inattendue des stocks hebdomadaires de brut aux Etats-Unis. L'or noir est soutenu par les tensions géopolitiques entre la Russie et l'Occident concernant l'Ukraine. Les stocks américains de brut ont grimpé la semaine dernière de 2,77 millions de barils, alors que les économistes tablaient sur un repli de 0,728 million après la hausse de 0,515 million enregistrée la semaine précédente.

Les stocks d'essence ont grimpé de 1,297 million de barils mais le marché tablait sur +2,548 millions après +5,873 millions la semaine précédente.

Enfin, les stocks de produits distillés ont reculé de 2,798 millions de barils contre un consensus de -1,26 million après -1,431 million la semaine précédente.

* Le Fonds Monétaire International (FMI) a encouragé les autorités françaises à soutenir de la reprise économique au moyen d'une politique budgétaire "modérément expansionniste", axée sur le renforcement des compétences des travailleurs, l'investissement dans la transition écologique et numérique, ainsi que l'innovation, afin de stimuler le potentiel de croissance. "Les mesures d'urgence doivent être de plus en plus ciblées, mais les autorités se doivent cependant de conserver une certaine marge de manœuvre", a déclaré le FMI dans un communiqué.

"À mesure que la reprise se poursuit, les administrateurs incitent vivement les pouvoirs publics à reconstituer leur marge de manœuvre budgétaire en procédant à un assainissement de grande envergure, mais progressif et continu, des finances publiques, fondé sur les dépenses et ancré dans le précédent objectif à moyen terme de la France", a ajouté l’institution internationale.

Le FMI table sur une croissance dans l'Hexagone de 6,7% en 2021 et de 3,5% en 2022.

* L'OCDE a annoncé hier que son Conseil avait décidé d'ouvrir des discussions d'adhésion avec six candidats à l'adhésion à l'organisation, à savoir l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, la Croatie, le Pérou et la Roumanie. Cette décision s'appuie notamment sur les progrès accomplis par les six pays depuis leurs premières demandes respectives d'adhésion à l'OCDE.

"Des feuilles de route individuelles en vue d'un processus d'évaluation détaillé seront maintenant préparées à condition que ces pays confirment leur adhésion aux valeurs, à la vision et aux priorités [de l'OCDE]", a précisé l'organisation internationale.

Il n'y a pas de date limite pour l'achèvement des processus d'adhésion. Leur aboutissement et leur calendrier dépendent de la capacité de chaque pays candidat à s'adapter et à s'ajuster pour s'aligner sur les normes et les bonnes pratiques de l'Organisation.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, les cycliques se sont distinguées en tête du CAC 40, à l'image de Renault (+5,93%), Airbus (+5,43%), Stellantis (+4,87%) et Unibail (+4,08%). Hors CAC, Imerys (+7,40%) a profité d'une information de presse selon laquelle le groupe souhaiterait vendre sa division Matériaux et Solutions de Haute Température.
* Du côté des baisses, le titre Dassault Système (-0,06%) est bien seul au sein du CAC 40. S'agissant du SBF 120, Orpea (-20,88%) a poursuivi sa dégringolade pour la troisième séance consécutive alors que la polémique ne retombe pas concernant ses pratiques. Korian (-5,75%) en pâtit également.
* Le Groupe SEB s'adjuge l'une des premières places du SBF 120, avec une hausse de 6% à 132,60 euros, après la publication mardi soir d'une activité annuelle record. En effet, en 2021, le fabricant d'appareils électroménagers a dépassé pour la première la barre des 8 milliards d'euros (8,059 milliards), soit une progression de 16,1% sur un an, dépassant par la même occasion ses propres prévisions ainsi que les attentes des analystes. La croissance à parité et structure constantes s'est élevée à 15,5%.

"La croissance organique a été alimentée par un développement robuste de l'activité Grand Public, tiré en priorité par le e-commerce, et par une dynamique retrouvée en Professionnel", a expliqué le groupe. Par rapport à 2019, les ventes sont ainsi en hausse de 9,6%.

* Imerys figure parmi les plus forte hausses du SBF 120 à la faveur d'un bond de 7,92% à 41,22 euros par action. Le titre est soutenu par une rumeur de presse selon laquelle le groupe souhaiterait vendre sa division Matériaux et Solutions de Haute Température. En effet, selon Bloomberg, citant des sources anonymes proches du dossier, le spécialiste français des matériaux de spécialité se serait entouré de Morgan Stanley et de Rothschild & Co. pour évaluer l'intérêt pour cette activité. L'agence de presse évoque un prix de 900 millions d'euros.

"Une cession donnerait à Imerys plus de capital à investir dans son segment des minéraux de performance", précise Bloomberg. Ce segment englobe les additifs fonctionnels à destinations des industries du plastique, du caoutchouc, de la peinture et des revêtements, de la filtration, des matériaux céramiques, des énergies renouvelables, du papier et du carton, de l'alimentation, de la santé et de la cosmétique.

L'activité Matériaux et Solutions de Haute Température d'Imerys a réalisé au troisième trimestre 2021 un chiffre d'affaires de 497 millions d'euros, en hausse de 20,5% sur un an, et a représenté environ 45% des revenus. Ce segment rassemble deux domaines d'activité (Solutions de Haute Température, et Réfractaires, Abrasifs & Construction) et permet de faciliter les processus de production impliquant des températures élevées. Il sert les marchés des réfractaires, de la fonderie, des métaux, des abrasifs et de la chimie du bâtiment.

* ID Logistics gagne 2,27% à 338,50 euros au lendemain de son point d'activité annuel. Ainsi, en 2021, le groupe de logistique contractuelle a réalisé un chiffre d'affaires de 1,91 milliard d'euros, en progression de 16,3% , et de 17% à données comparables, après une année 2020 qui avait déjà connu une croissance de 7,1%. Les analystes de Midcap Partners visaient un chiffre d'affaires de 1,85 milliards d'euro. Au quatrième trimestre seul, le plus solide de l'exercice, les revenus ont atteint 549,6 millions d'euros, soit une hausse de 21% (+18,8% en organique).

"Cette forte croissance sur l'année s'explique notamment par le démarrage de 22 nouveaux dossiers, un rythme élevé, et une forte dynamique sur le e-commerce qui représente maintenant un tiers de l'activité", observe Midcap Partners.

* Microsoft (+4,12% à 300,38 dollars) enregistre l'avance la plus prononcée du Dow Jones après avoir initialement chagriné les investisseurs mardi soir. Non pas que ses résultats soient ressortis plus faibles que prévu. En après Bourse, les spécialistes ont sanctionné le ralentissement d'Azure, le service cloud du groupe, de 50% à 46% entre le premier et le deuxième trimestre. La direction a rassuré les investisseurs lors de la conférence avec les analystes, indiquant prévoir une accélération de la croissance d'Azure ce trimestre à taux de change constants par rapport au précédent.

" Les réservations commerciales ont augmenté de 32 % et de 37 % à taux de change constants, ce qui est nettement supérieur aux attentes grâce aux importants contrats à long terme d'Azure ", a précisé la Directrice financière, Amy Hood.

Au deuxième trimestre, clos fin décembre, le géant de l'informatique a vu son bénéfice net bondir de 21% à 18,765 milliards de dollars, soit 2,48 dollars par action. Le consensus Bloomberg s'élevait à 2,32 dollars.

Le chiffre d'affaires a atteint pour sa part 51,73 milliards de dollars, en hausse de 20% sur un an, alors que les analystes attendaient 50,9 milliards de dollars. Jefferies fait remarquer que les revenus ont dépassé les attentes de 200 points de base, ce qui est inférieur à la moyenne de 330 points de base de ces 5 dernières années. UBS y voit une des réponses à la réaction initialement négative des investisseurs à cette publication.

La firme de Redmond, dans l'Etat de Washington, a profité du dynamisme de sa division Intelligent Cloud, qui chapeaute les produits et services liés aux serveurs, comme Windows Server, SQL Server et Azure (cloud commercial). Elle a en effet vu ses ventes bondir de 26% à 18,3 milliards de dollars, en ligne avec le consensus.

Mais pour Jefferies, la surperformance des revenus provient principalement de la division More Personal Computing (Windows,Xbox...), dont les revenus ont augmenté de 15% à 17,5 milliards de dollars. Le marché ciblait seulement 16,7 milliards de dollars.

La division Productivity and Business Processes, qui comprend aussi Office 365 Commercial, Dynamics (solutions métiers) et Skype, a affiché des revenus en augmentation de 19% à 15,936 milliards de dollars.

* Le chiffre d'affaires d'Exel Industries au premier trimestre de son exercice 2021-2022 s'est élevé à 159,4 millions d'euros, en hausse de 11,8% par rapport à la même période de l'exercice précédent. A périmètre comparable (intégration de l'activité nautique +2,1 millions d'euros) et taux de changes constants (+3,4 millions d'euros, principalement lié à l'évolution favorable du dollar américain), la croissance est de 8%.

Les difficultés d'approvisionnement ont davantage affecté la production ce trimestre qu'au trimestre précédent, décalant certaines expéditions notamment dans la pulvérisation agricole.

Par ailleurs, toujours dans la pulvérisation agricole, le groupe a confirmé des commandes en hausse et en avance par rapport à l'exercice 2020-21. La pénurie de composants devrait également continuer de perturber les délais de livraisons dans le segment Industrie, a annoncé Exel.

**ANALYSES**

* La France peut encore se financer à taux négatif, même à 30 ans. Mais avec des obligations très particulières. Mardi, l'Agence France Trésor (AFT), chargée de placer la dette de l'Etat sur les marchés, a levé 3 milliards d'euros d'OAT€i à 30 ans, des obligations indexées sur l'inflation européenne. Il s'agit de la quatrième opération de ce type depuis 2002.

Comme pour les autres créations de titres à long terme, l'AFT a choisi d'émettre via une syndication. Contrairement à la procédure classique d'adjudication - un mécanisme d'enchères réservé aux banques partenaires - la syndication est menée par un groupe de banques qui gère un livre d'ordres puis place directement les obligations auprès des investisseurs.

La demande a très largement dépassé le montant offert, le livre d'ordres ayant atteint près de 24 milliards d'euros. Ce qui a permis de baisser significativement le coût de financement, alors que les taux réels sont déjà négatifs. Le taux à l'émission ressort à -0,926 %. « C'est le taux le plus bas jamais obtenu dans une opération de syndication, se félicite Cyril Rousseau, directeur général de l'AFT. Il nous a permis de lever plus de 4 milliards d'euros en trésorerie, pour 3 milliards d'euros de valeur faciale. »

Ce fort appétit s'explique par le contexte très particulier qui a entouré cette opération. Avec une inflation à 5 % en zone euro au mois de décembre – un record en 25 ans - les investisseurs cherchent de plus en plus à se protéger contre la hausse des prix. « Les titres seront en effet remboursés à l'échéance, pour un montant correspondant à leur valeur faciale à laquelle on applique un coefficient correspondant à l'évolution de l'inflation sur la période », décrit Cyril Rousseau.

Un atout qui intéresse particulièrement certains investisseurs de long terme, comme les gestionnaires de caisse de retraite, les fonds de pension, les assureurs et les banques. Mais également des hedge funds. Comme ces obligations indexées sont des titres sophistiqués et de maturité longue, ils offrent de nombreuses possibilités d'arbitrage aux fonds spéculatifs.

Les hedge funds expliquent notamment l'important montant du livre d'ordres. Sachant qu'ils seront peu servis au moment de l'allocation finale, ils ont tendance à gonfler fortement leur demande. Conformément à sa doctrine, l'AFT a privilégié les investisseurs aux ordres moins « exubérants », tout en dialoguant avec ces fonds spéculatifs pour limiter ce type d'ordres.

L'opération est donc une réussite, malgré un contexte de marché difficile. Entre la hausse des taux, les interrogations sur la politique monétaire de la Fed et la crise ukrainienne, la volatilité était forte. « L'AFT a très bien su s'adapter à la situation, en guidant les investisseurs, et notamment en indiquant dès le départ que le montant final ne dépasserait pas 3 milliards d'euros, ce qui les a rassurés », souligne Benjamin de Forton, chez BNP Paribas. La banque était chef de file de l'opération, aux côtés de Citi, Crédit Agricole CIB, JP Morgan et Société Générale.

**L’AGENDA DU 27 janvier 2022**

**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage

Croissance au quatrième trimestre

Commandes de biens durables en décembre

**16h00 aux Etats-Unis**

Promesses de ventes immobilières en décembre